

OÙ EN EST LA MENACE TERRORISTE ?

Vendredi 27 septembre, 16h30-18h, salle Azur



Patrick Zimmermann, Marie-Christine Dupuis-Danon, Didier Le Bret, Christine Dugoin Clément et Alexandre Malafaye

© Pierre Galliot

Deux avions qui percutent le World Trade Center, un troisième sur le Pentagone, un quatrième qui rate son coup sur la Maison Blanche, 3000 morts en quelques heures... Le 11 septembre 2001 a marqué un vrai tournant dans l'histoire du terrorisme international, débouchant sur un conflit en Afghanistan et une intervention américaine en Irak. Ces événements ont favorisé la création de Daech, en réaction à ce que Ben Laden nommait déjà « l'impérialisme américain ».

S'il a plusieurs visages et motivations (islamique, anarchiste, ethnique, cyberterroriste et bioterroriste), le terrorisme, en revanche, vise systématiquement des civils et des innocents. Il représente 85% des victimes de conflits dans le monde. Mais, comme le rappelle Alexandre Malafaye, président fondateur de Synopia, selon le côté de l'Histoire où l'on se trouve, les terroristes peuvent être appelés des résistants. « N'oublions pas que les nazis, s'ils sont considérés comme malfaisants aujourd'hui, considéraient eux-mêmes les Résistants français comme des terro-

ristes pendant la guerre. Les mots ont toujours un sens. » Patrick Zimmermann, amiral, dirigeant de Westwind Strategies, ancien sous-directeur de la Direction du renseignement militaire, revient sur les origines du mot terrorisme, dérivé de la terreur. C'est aussi le nom donné à la période de la Révolution française s'étendant de 1793 à 1794 sous l'influence de Robespierre dont Patrick Zimmermann cite cette phrase : « La vertu, sans laquelle la terreur est funeste ; la terreur, sans laquelle la vertu est impuissante », avant d'ajouter : « Cette citation de Robespierre mène à mélanger deux choses antinomiques, la vertu et la terreur, ce que l'on a retrouvé dans l'Histoire du communisme comme du salafisme. »

Quelques chiffres pour faire un état des lieux du terrorisme dans le monde. En 2023, il a fait 8300 victimes, soit une augmentation de 22% par rapport à 2022 mais une diminution du nombre d'attentats, devenus plus meurtriers. Ensuite, trente pays du monde ont été soumis à une attaque, et 90% d'entre eux sont des pays en crise situés dans

ANIMATION

Alexandre Malafaye, Président fondateur de Synopia

INTERVENANTS

Marie-Christine Dupuis-Danon, PDG du cabinet de conseil C3COM, spécialiste internationalement reconnue sur les questions de gouvernance financière et de finance criminelle

Christine Dugoin Clément, Chercheuse à la chaire «Risques» de l'IAE Paris-Sorbonne et à l'Observatoire de l'intelligence artificielle de Paris-Panthéon-Sorbonne

Didier Le Bret, Ambassadeur, Directeur de l'Académie diplomatique et consulaire du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Patrick Zimmermann, Amiral, Dirigeant de Westwind Strategies, ancien sous-directeur de la Direction du renseignement militaire

des zones de conflits. En Occident, 23 attentats ont été commis dont sept aux États-Unis, et cinq par l'extrême droite. Patrick Zimmermann insiste sur ce point : « Le terrorisme n'a pas de frontière idéologique, c'est toujours la haine de l'autre qui prévaut. »

« La technologie n'est pas mauvaise en soi, tout dépend de l'usage que l'on en fait »

Christine Dugoin Clément

Une haine de l'autre qui se nourrit des réseaux sociaux. Christine Dugoin Clément, chercheuse à la chaire « Risques » de l'IAE Paris-Sorbonne et à l'Observatoire de l'intelligence artificielle de Paris-Panthéon-Sorbonne connaît bien ce domaine, et tempère la méfiance que l'on pourrait avoir vis-à-vis de ces réseaux sociaux. « La technologie n'est pas mauvaise en soi. Tout comme un marteau que l'on peut utiliser pour taper sur quelqu'un ou pour monter une étagère, tout dépend de l'usage que l'on en



fait, mortifère ou humaniste. » Il est vrai que l'État islamique a favorisé une radicalisation très importante via les canaux numériques, aussi faut-il éviter de tomber dans cet écueil et ne pas prêter attention aux canaux traditionnels de recrutement. Cependant, la force des réseaux sociaux réside dans leur vitesse de propagation et leur capacité à diffuser un contenu émotionnel pour engendrer des réactions directes, sans réflexion. L'objectif est clair : « se renforcer, grossir ses rangs, affaiblir ses adversaires en nourrissant des débats clivants. » Christine Dugoin Clément note aussi l'habileté avec laquelle ces groupes terroristes ont pris en main ces nouvelles technologies en s'inspirant des codes des médias traditionnels et des grandes entreprises de la tech. L'arrivée de l'intelligence artificielle, dont les coûts de production ont considérablement diminué, va accroître dans les années à venir la création de textes sur mesure et d'images contrefaites.

Mais derrière l'idéologie se cache aussi un autre enjeu d'ordre financier. Marie-Christine Dupuis-Danon, PDG du cabinet de conseil C3COM, a étudié la question : à quoi sert l'argent dans une organisation terroriste ? « L'argent achète deux choses : de la puissance pour s'ancre dans un



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

territoire, avoir une armée, l'entretenir et acheter des armes, et de l'influence pour disséminer son idéologie, recruter, et parvenir à planter dans les esprits une graine pour rallier des individus à sa cause. » Car, dans les faits, un attentat ne coûte pas cher. Le plus onéreux de l'Histoire contemporaine étant celui du 11 septembre, estimé à 500 000 dollars. Une petite somme à l'échelle des flux financiers internationaux. À titre de comparaison, les attentats de Charlie Hebdo ont coûté à l'État islamique 25 000 euros, ceux du 13 novembre au Bataclan environ 80 000 euros, et celui contre l'enseignant Samuel Paty... le prix d'un couteau de cuisine.

« Le Hezbollah est très impliqué dans le trafic de cocaïne avec des partenaires latino-américains »

Marie-Christine Dupuis-Danon

Ces groupes terroristes disposent de trois sources de revenus : l'investissement dans des entreprises légales comme des sociétés agricoles, ou en créant des bureaux de change. Ensuite, vient le commerce illégal de stupéfiants, « le Hezbollah est très impliqué dans le trafic de cocaïne avec des partenaires latino-américains », mais aussi par le blanchiment d'argent, la traite de personnes et le trafic d'organes et d'antiquités. En dernier recours, la captation des ressources disponibles sur les territoires contrôlés ainsi que les dons. « On sait que l'État islamique a un système d'aumône obligatoire qui impose à ses fidèles de reverser 2,5 % de leurs revenus pour la cause. » Mis bout à bout, les moyens financiers obtenus sont astronomiques. En face, quels moyens a-t-on pour lutter contre ces groupes ter-



roristes ? Didier Le Bret, ambassadeur, directeur de l'Académie diplomatique et consulaire du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, a été coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme de juin 2015 à août 2016. Une période particulièrement difficile sur le territoire français. « On s'est efforcé de faire face à quelque chose qui était comme un tsunami » se remémore-t-il. Si le climat est moins tendu désormais, c'est aussi parce que des moyens supplémentaires ont été alloués aux services de lutte antiterroriste. En 2024, par exemple, plusieurs attentats ont été déjoués sans que cela ne soit évoqué dans la presse. Pour améliorer leur capacité d'action, les six services de renseignement français, composés autour de la Direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI) et la Direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE), ont appris à mutualiser leurs moyens. « Jusqu'à présent, chacun agissait dans son champ de compétence. Là il y avait un objectif commun, il a fallu que l'État donne plus de moyens, financiers, humains, mais aussi légaux. » Car c'est bien là que réside l'une des grandes problématiques de la lutte antiterroriste qui consiste à ne pas jouer avec les armes de l'ennemi pour ne pas renoncer à notre système démocratique. « Quand on cherche des moyens pour être plus efficace, on peut vite porter atteintes aux libertés individuelles. La lutte contre le terrorisme est toujours une question d'équilibre. »